

à conséquence sur la biosphère et ses mécanismes régulateurs, et donc sur nos conditions d'existence ; et, de l'autre, nous ignorons les conséquences à plus ou moins long terme de nos actes.

Notons au passage les difficultés qui découlent de cet état de chose pour l'exercice de l'expertise, par ailleurs si importante pour le politique. Quand une technique nouvelle pose un problème à la société, ce problème est très souvent lié à l'ignorance dont nous venons de parler. Si on demande alors au scientifique de se prononcer, il ne le pourra pas, ou que fort partiellement. Parce que justement la technique incriminée met en évidence des phénomènes qu'on ne connaissait pas encore, qu'on voit apparaître sans qu'on ne sache ni pourquoi ni comment. L'expert est par définition en porte-à-faux.

Je reviens à la difficulté politique. «Gouverner, c'est prévoir.» A partir du moment où le fondement de nos sociétés est technologique et que les effets à moyen et à long terme de nombre de nos techniques ne peuvent être prévus, leur gouvernement paraît problématique. C'est d'ailleurs le constat de la prise de conscience immanquablement différée des grands problèmes d'environnement qui fonde la légitimité du principe de précaution. On vient de voir que l'impact de nos actions est désormais potentiellement massif ; que le savoir, contrairement à ce que l'on a cru depuis l'avènement de la science moderne, n'engendre pas exclusivement la maîtrise, mais également la non-maîtrise, et l'impouvoir. Nous ne pouvons plus dire avec Descartes «nous sommes comme maîtres et possesseurs de la nature», parce que le fait que nous en soyons partiellement maîtres engendre également des effets dommageables et imprévisibles. La maîtrise ne cesse de produire de la non-maîtrise, le savoir ne cesse de produire de l'ignorance qui elle-même suscitera de nouvelles connaissances, qui elles-mêmes... On voit bien que notre pouvoir, s'il est réel à une échelle locale, spatiale et temporelle rapprochée, est totalement irréal à une échelle plus grande.

Il y a une quatrième caractéristique des problèmes d'environnement : ils sont inséparables d'une certaine forme d'inertie. Quand bien même nous parviendrions à réduire de façon drastique nos émissions de gaz à effet de serre, compte tenu de la longévité dans l'atmosphère des molécules de dioxyde de carbone et des autres gaz, nous n'éviterions pas le réchauffement climatique annoncé. On voit bien la difficulté sur un plan politique. Ce qui est intéressant pour un homme politique, c'est de montrer des résultats. Or, en termes d'environnement, il ne saurait y avoir de résultat à court terme. Ça rend la chose électoralement peu motivante.

Que conclure ? Les difficultés environnementales sont avant tout à venir et nous n'avons probablement vu que fort peu de chose. Nous avons créé une situation inconnue jusqu'alors, que nous avons d'ailleurs de la peine à cerner. Nous ne disposons d'aucune expérience pour nous y aider. La seule chose qu'on sache est que nous n'avons pu anticiper les problèmes que nous connaissons.

Le scénario fondamentaliste

Le premier scénario politique de résolution de la crise que nous envisagerons est celui de l'écologie profonde. Selon ce courant de pensée formalisé par le philosophe norvégien Arne Naess, mais dont les origines remontent à l'éthique de la terre du forestier américain Aldo Leopold, le fauteur de tous les troubles est l'anthropocentrisme de la civilisation occidentale. L'écologie profonde propose de remettre la vie et la biosphère au centre de notre système de valeurs. La nature lui paraît dotée d'une valeur intrinsèque. En d'autres termes, la nature serait